

LES DISCUSSIONS SUR LE STATUT DE L'ÉDUCATION

Ça bloque toujours

Les discussions autour du statut particulier des personnels de l'éducation ne sont pas encore arrivées à leur terme. L'ensemble des syndicats étaient réunis hier pour plancher sur la mouture finale dudit statut mais la rencontre a finalement été reportée à jeudi prochain.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)
- Après les rencontres qui avaient réuni chacun des syndicats avec des représentants du ministère de l'Éducation, l'heure était hier à une rencontre à laquelle l'ensemble des syndicats représentatifs étaient conviés. Objectif : valider une copie du statut particulier et mettre à plat les divergences qui pouvaient exister entre les différents syndicats.

A leur grande surprise, les syndicats qui pensaient se rendre à une réunion syndicats-ministère ont eu à constater la présence d'un représentant de la Fonction publique.

Une présence qui n'a pas été de leur goût puisque, disent-ils, l'heure n'était pas encore à la

finalisation mais à une discussion entre syndicats. C'est ce qu'explique Messaoud Amriou, porte-parole de l'Unpef qui expliquait hier à la fin de la rencontre qu'il était prévu une rencontre exclusivement entre syndicats et ministère de l'Éducation mais à notre grande surprise, nous avons constaté la présence d'un représentant de la Fonction publique qui, lui, ne défend pas du tout les mêmes positions que nous. C'est pour cette raison que nous avons proposé au représentant du ministère de l'Éducation une autre rencontre la semaine prochaine. On profitera de ce laps de temps pour peaufiner notre copie». Même son de cloche du côté du Snapest. Meziane



Meriane craint que le ministère ne cherche qu'à gagner du temps.

Meriane, son coordonnateur national, expliquait hier que la réunion a finalement été reportée.

«Aujourd'hui, il était question d'arriver à la mouture finale mais

certaines de nos propositions n'ont pas été retenues et n'ont pas été prises en considération. Elles concernent notamment la classification. Nous considérons cela comme des bavures puisque

à diplômes moindres, certains fonctionnaires sont mieux classés. Nous avons également formulé une proposition afin que le volume horaire soit adapté en fonction de l'ancienneté des professeurs.» Et d'ajouter : «Nous sommes cependant sceptiques et craignons que le ministère ne cherche qu'à gagner du temps.»

De son côté, Nouar Larbi considère que la réunion d'hier n'a rien apporté. Plusieurs des propositions formulées par le Cnapest n'ont pas été retenues, ce qui motive la tenue d'une autre réunion au cours de laquelle le syndicat formulera ses propositions. Nouar Larbi estime, en effet, qu'un «consensus à 100 % entre les syndicats n'est pas possible mais tous les représentants du secteur partagent un minimum, à savoir que les travailleurs de l'éducation sont lésés».

N. I.

TERRES AGRICOLES NON EXPLOITÉES

Vers la résiliation par voie administrative

Si par le passé, la déchéance en cas de manquement de l'exploitant à ses engagements doit être prononcée par la justice sur une saisine du wali territorialement compétent, la nouvelle réglementation attribue ce pouvoir à l'Office national des terres agricoles qui peut, ainsi, résilier l'acte de concession plutôt par une simple décision administrative.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir)
- La nouvelle composition de l'organe ad hoc de constatation de la non-exploitation des terres agricoles est fixée par un nouveau texte réglementaire publié dimanche dernier au *Journal officiel*, le décret exécutif 12-83 du 20 février 2012. Le directeur de l'Office national des terres agricoles, organisme nouvellement créé, y siègera désormais comme membre. Et, le cas échéant, il mènera des enquêtes pour constater l'état de non-exploitation des terres agricoles.

L'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat étant soumise en 2010 à une nouvelle loi, une batterie de textes d'application sont promulgués au fur et à mesure pour modifier ou compléter le dispositif réglementaire en vigueur. Le nouveau décret, modifiant et complétant le décret exécutif 97-484 du 15 décembre 1997 fixant la composition de l'organe ad hoc ainsi que la procédure de mise en œuvre de la constatation de la non-exploitation des terres agricoles, annule, néanmoins, un autre

décret, le 90-51 du 6 février 1990, fixant les modalités d'application de l'article 28 de la loi 87-19 du 8 décembre 1987.

L'article 2 du nouveau décret renvoie, en effet, à l'article 28 de la loi 10-03 du 15 août 2010 régissant les terres agricoles du domaine privé de l'Etat non exploitées de statut juridique privé. Cet article dispose : «... à l'échéance du délai fixé par la mise en demeure notifiée et en cas de carence de l'exploitant concessionnaire, l'administration des Domaines, sur saisine de l'Office national des terres agricoles procède par voie administrative à la résiliation de l'acte de concession...»

L. H.



Photo : DR.

AU LENDEMAIN DU LANCEMENT

DES TRAVAUX DE LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Manifestation des familles expropriées

Pour la énième fois, les familles habitant l'école des sourds-muets de Mohammadia occupent la rue. Elles ne semblent pas prêtes à quitter leur domicile malgré l'ultimatum des autorités locales.

Abder Bettache - Alger (Le Soir)
- Hier, elles sont de nouveau descendues dans la rue (l'autoroute longeant le projet de la Grande Mosquée d'Alger) pour faire entendre leur voix.

Ils étaient une vingtaine de personnes représentant les familles concernées, brandissant une banderole, à investir la route. Cette situation a provoqué un ralentissement immense de la circulation routière. Cette nouvelle montée au créneau des familles résidant au niveau de l'école des sourds-muets de Mohammadia intervient au lendemain du coup d'envoi des travaux pour la réalisation de la Grande Mosquée d'Alger.

«Tout ce que nous savons, c'est que nous sommes sommés de quitter nos domiciles demain matin (aujourd'hui, ndlr). Nous

n'avons rien reçu d'officiel de la part des responsables locaux, de la daïra chargée de ce dossier d'expropriation. Ni convocation ni information sur ce qui nous attend une fois partis», nous dira l'un d'eux. «Il faut savoir que toutes les familles souffrent de la même situation et des mêmes problèmes», a-t-il ajouté. Les familles exigent désormais plus d'éclaircissements de la part des services de la daïra. «On ne connaît pas réellement la liste des bénéficiaires. Il n'y a pas eu de transparence dans la gestion de ce dossier. On ne dispose même pas d'un délai de recours et aussi, il n'existe aucun barème s'agissant des indemnités, rien n'a été fixé dans ce sens à ce jour», a-t-il martelé.

Alors qu'il est question que les familles expropriées soient toutes relogées dans des appartements F3 et F4, un des représentants des familles nous fera savoir que la daïra mettra à leur disposition 30 chalets, chose qu'ils trouvent inacceptable, pour des familles qui ont vécu pendant des années

dans des appartements.

«On a appris que la daïra vient de mettre à la disposition des familles des chalets et je ne crois pas que nous allons accepter», dira-t-il avant d'assurer qu'ils ne sont pas prêts de quitter leur domicile et sont tous prêts à résister. «Dans cette situation de flou, on ne quittera pas nos maisons, sauf si cela se fait dans la transparence et dans de bonnes conditions.

On résistera et cela risque de dégénérer. S'ils persistent à nous déloger sans garanties, il y aura des dérapages», a-t-il conclu. Et d'ajouter : «C'est notre droit de disposer d'un toit convenable. Nous ne demandons que nos droits et on refuse qu'on soit expulsés de nos demeures sans contrepartie raisonnable.»

Les familles concernées qui ont décidé d'user de toutes les voies légales pour faire entendre leurs voix comptent écrire au premier magistrat du pays «pour mettre fin à une situation qui porte atteinte à la dignité du citoyen algérien».

A. B.

UN DÉCRET RÉGISSANT

LA PROFESSION

DE PROMOTEUR IMMOBILIER

Les postulants soumis à un agrément délivré par le ministre de l'Habitat

Pour accéder à la profession de promoteur immobilier, les postulants ne sont plus soumis uniquement à l'octroi d'un registre du commerce, mais aussi à un agrément délivré par le ministre de l'Habitat après avis favorable de la commission d'agrément de la promotion immobilière. Les modalités d'octroi de l'agrément pour l'exercice de la profession de promoteur immobilier ainsi que les modalités de la tenue du tableau national des promoteurs immobiliers sont désormais fixées par un décret exécutif publié au *Journal officiel* n° 11 du 26 février 2012. Ainsi, ledit décret exécutif n° 12-84 du 20 février 2012 exige d'abord de la personne physique âgée de 25 ans et plus de justifier de ressources financières suffisantes pour la réalisation du ou de ses projets ainsi que des capacités professionnelles en rapport avec l'activité. «Il est entendu, au sens du présent décret par capacité professionnelle, la possession d'un diplôme supérieur dans le domaine de l'architecture, de la construction, juridique, économique, financier, commercial, ou toute autre matière technique permettant d'assurer l'activité de promoteur immobilier», est-il noté. Toutefois, il est précisé que «lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions de capacités professionnelles prévues ci-dessus, il est tenu de justifier qu'il bénéficie de la collaboration permanente et effective d'un gérant répondant à ces conditions».

M. M.